



21 SEPTEMBRE 2023

Journée internationale de la paix

Grève et manifestations interprofessionnelles



**DE L'ARGENT POUR AUGMENTER
LES SALAIRES ET LES RETRAITES,
PAS POUR FINANCER LA GUERRE !**

Pour la paix, le désarmement et la dissolution de l'OTAN

Chacun de nous peut observer la multiplication des conflits : Niger, Ukraine, Yémen, Syrie, Mali, Palestine, Afghanistan, et la liste est malheureusement loin d'être exhaustive. Quel que soit le lieu où ces guerres éclatent, les premières victimes sont toujours les populations civiles, les travailleuses et les travailleurs. Et les grands gagnants restent les grands groupes capitalistes qui continuent de maintenir aux quatre coins du monde des gouvernements sans foi ni loi et en capacité de leur garantir une exploitation sans limite des matières premières pour continuer en s'en mettre plein les poches.

Face à l'horreur de cette situation qui se mondialise, la CGT Loiret ne reste pas indifférente et continuera à se mobiliser pour promouvoir la paix, le désarmement, la solidarité internationale et la coopération entre les peuples.

Lutter pour la paix est un acte militant qui renvoie à la nécessaire solidarité internationale pour revendiquer le droit des peuples à vivre libres et en toute sécurité. Lutter pour la paix au quotidien, c'est mener le combat contre le système capitaliste qui broie et affame une grande partie de la population mondiale, y compris en France. Pour rompre avec ces escalades meurtrières, la CGT exige la dissolution de l'OTAN, organisation internationale qui n'a pour but que d'asseoir l'hégémonie des Etats-Unis d'Amérique, ainsi que le désarmement qui permettrait aux états de financer les services publics.

Grève et Manifestations interprofessionnelles

Orléans, 10H 30, Cathédrale

Montargis, 10H30, place Pâtis

Gien, 10H, place Jean Jaurès

De l'argent pour augmenter les salaires et les retraites !



Alors que les prix à la consommation explosent depuis plusieurs mois et que des millions de salarié.e.s s'enfoncent dans la pauvreté, la loi de programmation militaire qui a augmenté de 40% (soit 413 milliards pour 2024-2030) le budget des armées, a comblé le patronat de l'industrie militaire. Et une fois de plus, Bruno Lemaire, ministre de l'économie doit annoncer à la rentrée des nouvelles restrictions financières pour les salarié.e.s et les ménages sous couvert de réduction de la dette publique imposée par l'Union Européenne et les marchés financiers. A titre d'exemple, le budget qui va être consacré à l'armée correspond à 14 fois la dette de l'hôpital public. Il n'y aurait donc pas d'argent pour financer les services publics et augmenter le SMIC et les retraites mais pour financer la guerre, l'argent coule à flot. La CGT Loiret dénonce cette guerre économique et cette course aux armements.

POUR UNE JUSTICE SOCIALE, AUGMENTER LES SALAIRES, ET SUPPRIMER LES PROFITS ET LES DIVIDENDES



Explosion des prix des produits de première nécessité : Les bénéfices explosent pour les patrons !

Gouvernement et patronat enlisent le pays dans une explosion des prix alimentaires dramatique pour une partie toujours plus importante de la population. Alors qu'en dix-huit mois, du 4^{ème} trimestre 2021 au 2^{ème} trimestre 2023, les prix alimentaires se sont envolés de 18,4 %, la consommation alimentaire, en volume, chute de 11,4 %.

Du jamais vu depuis 1980, des dires même de l'Insee. Résultat : plus d'une personne sur quatre (28 %) saute régulièrement un repas, un report conséquent sur les produits moins chers, 4 à 5 millions de personnes font appel aux banques alimentaires pour se nourrir, chiffre que l'on sait largement sous-estimé...

Tandis qu'une partie de plus en plus importante de la population peine à s'alimenter régulièrement et sainement, les groupes agroalimentaires se font du gras. Dans le même temps, les salaires conventionnels ont au mieux été majorés de 2,5 %. Ce qui explique que le taux de marge des entreprises (excédent brut d'exploitation sur la valeur ajoutée) atteigne son plus haut niveau à 48 %.

La fable selon laquelle l'augmentation des salaires serait la cause de l'inflation a bel et bien du plomb dans l'aile. La hausse des chiffres d'affaires des Danone, Nestlé, Unilever et autres Heineken et Mondelez (Lu) traduit une augmentation de leurs prix de 9 à 11 %. Les consommateurs se rabattent sur les enseignes de distribution les moins onéreuses, marques distributeurs et discount.



Les groupes capitalistes concernés par ce bras de fer veulent à tout prix préserver leurs marges tout en cherchant à attirer le chaland. La guerre des prix entre industries alimentaires et grande distribution pour gagner des parts de marché va donc se poursuivre sur le dos des salariés pressurés, pression sur les salaires, sur les effectifs, dégradation des conditions de travail...

À ce jeu de massacre, des centaines d'usines et de magasins seraient condamnés et des centaines de milliers d'emplois sacrifiés. Dans le même temps, la concentration agraire se poursuit, conformément à la logique infernale et dogmatique du capitalisme.

Le gouvernement aux ordres de cette oligarchie enchaîne les échecs et ne change rien tandis que les pronostiqueurs prévoient la poursuite des prix élevés. Les lois Egalim1 en 2018, Egalim2 en 2021, Egalim3 en 2023, dont les objectifs affichés étaient de rééquilibrer les rapports de force dans la filière, sont en fait un blanc-seing institutionnel pour les grands groupes de l'alimentation et de la grande distribution.

Les gadgets successifs du gouvernement ne sont qu'enfumage, du panier anti-inflation au versement d'un chèque alimentaire dérisoire aux plus pauvres, justifiant par ailleurs des coupes sombres dans l'aide alimentaire, jusqu'à des solutions illusoire construites sur du sable... promus, pour la galerie, par le gouvernement et ceux-là même qui font grimper les étiquettes.

D'autres mesures peuvent rapidement être prises pour garantir à l'ensemble de la population l'accès à une alimentation saine et équilibrée, s'appuyant sur une réelle augmentation des salaires basée sur un Smic à 2 000 euros, le rétablissement de l'échelle mobile des salaires et des mesures étatiques urgentes, notamment un encadrement strict des prix alimentaires, la suppression de la Tva sur les produits alimentaires de première nécessité.

La CGT Loiret toujours mobilisée pour exiger le retrait de la réforme des retraites injuste, brutale et autoritaire

Pour défendre mes droits, je rejoins la CGT :

secretariat@udcgtloiret.com

02 38 68 78 35